

La Belgique désenchantée

Interview de Vincent de Coorebyter
par Catherine Ernens

La fracture entre les citoyens et la politique est de plus en plus abyssale. Cela s'explique par un phénomène de ressenti, un manque de perspectives et de vrais soucis. Dans cette interview, Vincent de Coorebyter analyse le grand mal-être politique et sociétal dans lequel notre société est plus que jamais plongée et déroule les mécanismes d'un désenchantement certain.

Moustique : Depuis la crise sanitaire, on a la guerre en Ukraine et la perte du pouvoir d'achat. Est-ce que tout se dégrade ?

Vincent de Coorebyter : La dégradation est antérieure. Si on la mesure au fonctionnement de la démocratie, on en a deux grands types d'indices : la montée des votes antisystème, reflet d'une colère envers les politiques menées, et une série d'indices de désaffection envers la démocratie comme le recul de la participation aux élections, la baisse du nombre d'adhérents aux partis politiques et des sondages qui indiquent de la méfiance ou de l'aversion. Cette atmosphère existe depuis plusieurs décennies. Donc bien avant le Covid et la guerre en Ukraine.

C'est antérieur mais ça s'est aggravé.

Forcément. La crise sanitaire, la situation économique et l'inflation ont accentué deux types de malaise. D'abord, les couches sociales modestes ou défavorisées, pour lesquelles le moindre euro compte, vivent des difficultés réelles dans leur quotidien, qui accentuent l'angoisse par rapport à l'avenir. Et avec le Covid, après une première période où on a admis les mesures de protection, une incompréhension s'est installée devant la perpétuation des contraintes à un moment où la menace paraissait moins abyssale. Il y a eu un sentiment de maltraitance dans une partie de la population, l'impression qu'on ne tenait pas compte des difficultés du quotidien, du poids de ce mode de vie très perturbé avec le télétravail obligatoire, la télé-scolarité et la limitation des contacts sociaux.

Et ça a perduré.

L'impression s'est installée que l'on gouverne en fonction de statistiques, de chiffres macro-économiques, d'objectifs budgétaires, du revenu moyen ou médian... Or ce sont des abstractions, maniées par le monde politique, les journalistes et les experts mais coupées des difficultés éprouvées au quotidien par la population. Quand, dans certaines familles, on doit manger des pâtes à partir du 20 du mois, ou dépendre de réseaux d'entraide, avec l'humiliation de devoir chercher des colis-repas, on ne peut pas se consoler en entendant que le pouvoir d'achat résiste mieux en Belgique qu'ailleurs. La gestion à coups de statistiques froides est assimilée à une sorte de mépris de la part des dirigeants.

Et pourtant, c'est vrai : la situation belge n'est pas si mauvaise. Les coûts énergétiques ont baissé, par exemple, même si la dette publique a terriblement gonflé.

Je suis d'accord pour dire qu'on vit globalement bien en Belgique, et certainement si on compare notre pays au reste du monde. Mais les citoyens ne tiennent pas compte de ces comparaisons. Ils les retournent même contre leurs auteurs : vous nous expliquez que nous n'avons pas à nous plaindre parce que c'est pire ailleurs mais il n'en reste pas moins que notre vie est difficile, c'est la preuve que vous vivez dans un autre monde. C'est un vrai problème. On l'a vu avec la crise des Gilets jaunes. Les personnes qui ont occupé les ronds-points pendant des mois vivaient dans des foyers dans lesquels il y avait de toute évidence beaucoup de superflu, si on entend par superflu tout ce dont on n'a pas vraiment besoin pour vivre. À la télévision, on voyait des intérieurs avec de la décoration, des chaînes hi-fi, des smartphones. Ces personnes n'étaient pas dans la pauvreté et, au regard de certains pays africains ou asiatiques, on peut estimer qu'elles vivaient dans l'opulence. Mais cela ne correspond pas au ressenti.

Pourquoi ?

Chacun évalue sa situation à l'aune de ses espérances et de ses ambitions, ainsi que de l'avenir qui se dessine. Or la guerre se perpétue, le climat angoisse, et de nombreuses personnes ont des diplômes faibles ou inadaptés. Pour elles, la frustration et la peur dominant et occultent le fait qu'elles peuvent se loger, qu'elles sont en sécurité, qu'elles ont de quoi manger. Et encore, ce n'est pas le cas de tout le monde : un Français sur six déclare aujourd'hui ne pas manger à sa faim. Mais, de toute façon, il y a une déconnexion entre l'objectivité des chiffres et le vécu, qui est de nature différente. Chacun voudrait pouvoir profiter de plaisirs et de loisirs, être à la hauteur de cette société qui valorise la détente, les vacances, la consommation... L'enjeu, ici, est celui que Jérôme Fourquet appelle les « petits plaisirs » du quotidien, la possibilité de faire de modestes dépenses pour du superflu qui est en fait ressenti comme essentiel car il donne un sentiment de liberté et de dignité. Alors qu'à l'inverse, surveiller ses dépenses, changer de marque ou de magasin pour acheter moins cher, ou renoncer à ces « petits plaisirs » apparaît non seulement comme une contrainte mais aussi comme un déclassement.

Jamais le désenchantement n'a été aussi fort qu'aujourd'hui. Les perspectives d'un monde meilleur sont à l'arrêt.

On a un problème quant à l'efficacité ressentie de la démocratie. J'insiste sur le ressenti, qui est plus important que la réalité. C'est sur la base d'une perception qu'on juge, qu'on vote ou qu'on se retire éventuellement du système. Trop de personnes ont le sentiment de ne pas être en sécurité et de ne pas avoir de perspectives, *a fortiori* pour leurs enfants. Il y a aussi un manque de perspectives claires face au dérèglement climatique et à des flux migratoires qu'on ne parvient pas à réguler. Par ailleurs, on n'est plus porté comme par le passé par de grands mouvements collectifs auxquels on se sent appartenir et qui offrent un espoir de progrès à court terme parce que des revendications aboutissent et qu'un grand récit donne du sens, comme cela a été le cas du mouvement ouvrier et du mouvement flamand. Aujourd'hui, il n'y a plus de ces grands mouvements collectifs et canalisés qui donnent confiance dans l'avenir. Cela éloigne un certain nombre de citoyens de la vie politique parce qu'ils n'en voient pas les bénéfices.

Quelles sont les solutions possibles ?

L'essentiel, c'est de résoudre les problèmes concrets et de restaurer un sentiment de sécurité. C'est banal, mais c'est un énorme défi ! Et cela exige d'oublier les abstractions qui ne parlent pas aux citoyens et produisent des effets pervers. Au-delà, il faudrait remplacer le discours technocratique par de nouvelles utopies mobilisatrices, mais ça ne se décrète pas. Cela ne sert à rien de dire que les élus doivent nous faire rêver. C'est dans la société civile que naissent les utopies, avant qu'elles cristallisent sur le plan politique.

Aujourd'hui, sur le plan politique, les affaires de corruption se succèdent.

La question des affaires, des scandales financiers, des pensions des parlementaires, des dépenses du Parlement wallon... me paraît secondaire. Donald Trump est aujourd'hui en plus mauvaise posture que jamais face à la justice, mais il est aussi le mieux placé dans les sondages pour être le candidat des Républicains à la prochaine élection présidentielle américaine. Le critère des citoyens, c'est celui de l'efficacité et de l'avenir qui se profile pour soi et ses enfants. Bien évidemment, les citoyens préfèrent avoir des responsables honnêtes et une bonne gestion des deniers publics. Mais ce n'est pas central dans la crise de la démocratie que nous traversons. On ne résoudra pas cette crise en introduisant de l'éthique partout. Cela laissera entière la question des conditions concrètes d'existence et des perspectives d'avenir.

Une forme d'inertie au niveau des grandes réformes s'est installée.

L'enjeu des réformes est, lui, tout à fait réel. Nous vivons en Belgique avec un scrutin de type proportionnel et avec une multiplicité de courants qui nous ont conduits à des gouvernements pléthoriques : au moins trois partis dans chaque gouvernement, six à Bruxelles, sept au fédéral. L'avantage, c'est que plusieurs aspirations sociétales sont simultanément prises en compte. Mais aucune ne l'est pleinement, et il n'y a pas de réformes radicales produisant des effets tangibles. Les compromis débouchent sur

des projets centristes, prudents, limités. C'est démocratiquement préférable à un système brutal dans lequel une majorité uniforme dicte sa loi. Mais cette gestion à coups de compromis est lente, peu lisible, insuffisamment efficace, et n'offre pas de promesses spectaculaires. C'est la démocratie qui veut cela, dans des sociétés très complexes et traversées par des aspirations contradictoires.

Cet article a été publié, dans une version légèrement différente, dans : *Moustique*, 24 mai 2023, pages 25-27.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER (interviewé par Catherine ERNENS), « La Belgique désenchantée », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 15 juin 2023, www.crisp.be.